

Sujet : [INTERNET] DOSSIER SCL DU MENAGE-à-CATILLON-SUR-SAMBRE

De : <jacpelerins@sfr.fr>

Date : 24/11/2020 15:55

Pour : <pref-installations-classees@nord.gouv.fr>

Monsieur le Préfet ,

Dans le cadre de l'enquête publique concernant le projet de régularisation d'une ferme usine de 400 vaches sur la commune de Catillon sur Sambre, je vous fais part des observations suivantes :

Il est bien évident que nombre d'arguments et éléments militent contre un tel projet, qui signifie un désastre tant sur le plan environnemental, pris au sens large, que sur le plan du bien être animal.

Rappelons que, selon une enquête IFOP de 2018, 88 % des français condamnent ce type d'élevage, mouvoir industriel cruel et polluant et qui plus est, contraire aux accords sur la transition écologique.

Cf aussi l'appel contre les élevages intensifs qui recueillent déjà plus de 170 000 signatures : [Appel contre l'élevage intensif](#)

https://stop-elevage-intensif.com/?utm_source=Stop+Elevage+Intensif+-+Lettre+Information&utm_campaign=19d25c6500-

Et si l'on fait le bilan coût avantages d'un tel projet, il est évident que les coûts pour l'environnement font fi de l'intérêt général et que ce projet ne bénéficie qu'au seul profit financier d'une poignée de personnes et au-delà à ceux des groupes alimentaires qui répandent leur malbouffe industrielle.

Le bilan coûts / avantages de ce projet fait ressortir un « désastre » pour l'environnement et l'intérêt général :

Le bilan coûts et avantages de cette exploitation est une catastrophe annoncée, car pour le profit de quelques-uns, on mésestime les coûts conséquents générés par une telle exploitation pour les animaux et l'environnement

En effet le bilan carbone de ce projet est lourd du fait notamment : des transports, du gaspillage d'eau pour abreuver les animaux et nettoyer les installations, du gaspillage de paille (eau et paille qui manquent en ces époques de fortes chaleurs), de la déforestation pour la nourriture en partie importée, de la pollution des sols, des eaux et de l'air.

Cruauté et non prise en compte des besoins physiologiques des animaux :

- Ces vaches ne verront jamais la nature et seront en prison à vie et sans vie,
 - ajoutons le sort ignoble réservé aux veaux arrachés à leurs mères à leur naissance, l'enfer de la naissance à la mort dans ces mouroirs ignobles puis transportés vers l'agonie,
 - vaches nourries en partie de soja importé d'Amérique (bourré de pesticides), et gavées de médicaments pour vivre dans de telles conditions et éviter la propagation des maladie),
 - une véritable usine, où vont survivre ces êtres exploités à leur maximum,
 - privés d'exercice, les animaux vont souffrir de problèmes de locomotion,

Les problèmes environnementaux qui se posent sont loin d'être négligeables :

- Les transports vers l'abattoir, et des transports incessants pour acheminer la nourriture et la paille
- des transports atroces pour les veaux et ce sur des Kms . **Beau bilan carbone !**
- Des **risques sanitaires pour les animaux et pour les riverains** sont à craindre tout comme la **contamination des nappes phréatiques.**

- Cette ferme-usine va entraîner de nombreuses **nuisances olfactives et sonores** pour les riverains **qui ne pourront plus profiter du grand air.**

- La pollution des sols et des nappes qui plus est avec ces animaux gavés d'antibiotiques.
- Les eaux de nettoyage du bâtiment d'élevage, chargées en détergent, désinfectant,

Ajoutons les risques d'incendies qui se multiplient pour ces animaux enfermés. Si l'incendie se déclare, il ne sera pas possible de libérer les animaux qui périront brûlés comme cela s'est déjà produit pour 162 000 animaux d'élevage en 2018 en France.

https://blog.l214.com/2019/01/30/plus-162-000-animaux-brules-vifs-asphyxies-2018-incendies-delevage-france?fbclid=IwAR30onGAfKpA9iKbAmW_mJLv9N-vTsUXePIImIQXRYUNUsXtxv321z46nl

Posons-nous les bonnes questions. A qui profite un tel projet ignoble ?

Surement pas à l'intérêt général des communes et de ses habitants, mais aux seuls intérêts financiers d'un petit groupe qui piétine le vivant et répand la malbouffe.

Le contexte actuel plaide contre ce type d'élevage cruel et polluant et contraires aux accords sur la transition écologique et aux recommandations du GIEC :

Quid de la crédibilité de ces projets qui requièrent de telles importations pour alimenter ces cruels et polluants élevages industriels, dont 88% des français dénoncent et condamnent l'existence ?

Rappelons qu'une action de Greenpeace, a eu lieu à Sète en mai 2019, pour bloquer des cargos transportant du soja provenant du Brésil. Action hélas bien cachée par les médias et nos politiques, et pour cause, on touche et on met en lumière les rouages de ce système agro-alimentaire, qui piétine le vivant et bousille la planète.

Il est urgent de repenser notre modèle agricole et alimentaire pour prévenir de futures crises sanitaires

Ajoutons que La propagation du COVID a été favorisée par les épandages agricoles de lisiers : L'association Respire a déposé un référé liberté devant le Conseil d'Etat pour réglementer les épandages agricoles suspectés d'aggraver la pollution de l'air.viande= COVID

<https://t.co/eF4CdHMUiQ>

Les maladies infectieuses tuent 14 millions de personnes par an et 90 % des agents pathogènes actuellement recensés étaient inconnus dans la décennie 1980. Selon l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), 60 % des 1 400 agents pathogènes humains sont d'origine animale et 75 % des maladies animales émergentes peuvent contaminer l'homme.

Ce projet contrevient aux accords sur la transition écologique, dont la France se targue d'être pilote

Il va à contre sens de l'histoire et surtout du mouvement, qui se fait jour et qui appelle à l'urgence d'agir pour respecter enfin la planète et le vivant.

En effet, il est temps rappeler l'appel du GIEC, qui alerte et demande pour sauver le climat et la planète, dans les 2 ans de réduire de 90 % notre alimentation en viande au niveau mondial.

https://www.lexpress.fr/actualite/societe/environnement/pour-sauver-la-planete-mangez-90-de-viande-en-moins_2039344.html?fbclid=IwAR1gzB_HUr4cUiUIhYIcicdebJQoq1d9f0CHyVtBvrCWu7_01bVoldJYdD0

Ce type d'élevages, qui se multiplie en France au nom d'une agriculture productiviste et exportatrice du vivant, est contraire aux accords sur le climat.

À l'heure actuelle où, pour baisser notre empreinte carbone, il est recommandé, à juste titre de moins, voire de ne plus, manger de viande, et de mettre un terme aux élevages cruels intensifs, il est inadmissible et scandaleux de voir perdurer et se multiplier, des mouroirs d'animaux.

Rappel de l'impact réel des élevages pour la viande:

Nos terres en France pour les 3/4 sont cultivées de façon intensive, avec le recours aux entrants chimiques, pour nourrir le bétail cruellement enfermés dans des odieux élevages intensifs cruels et polluants. D'où l'assèchement des sols, leur érosion, la pollution des eaux, et la pollution de l'air.

OUI il est temps de réduire, voire stopper, notre consommations en viande et surtout l'exportation folle d'animaux vers des pays qui mangent de plus en plus de viande.

Le secteur de l'élevage et des cultures intensives est le 1^{er} facteur de pillage des sols, de forêts et d'émission de gaz à effet de serre, et ce, devant celui des transports et celui de l'industrie réunis.

Quid de la crédibilité de ces élevages qui nécessitent des importations, notamment de soja en provenance du Brésil ; importations ignobles du soja bourré de pesticides et responsables de la déforestation de l'Amazonie au Brésil.

Brésil dont le président se vante de vouloir détruire ce poumon vert du monde et dont nos élevages mouroirs sont la cause.

Cette politique agricole productiviste et exportatrice, que nos impôts subventionnent, va à l'encontre des accords de Paris.

À l'heure où la **transition écologique**, le **développement durable**, le **bien-vivre alimentaire** sont au cœur de la préoccupation des français. Ce projet est totalement en contradiction avec les objectifs environnementaux.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas concevable d'autoriser ce genre d'élevage maltraitant et polluant. Et, il est essentiel de tenir compte du critère "bilan coûts et avantages" de ce projet, pour décider raisonnablement de sa non acceptabilité.

Avec mes respectueuses salutations

Jacqueline Pèlerins